



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
24 août 2011
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

Deuxième session

Vienne, 22-24 août 2011

Projet de rapport*

Additif

IV. Conclusions et recommandations

1. Lors de sa réunion tenue à Vienne du 22 au 24 août 2011, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption est parvenu aux conclusions et recommandations suivantes:

a) Le Groupe de travail a recommandé que la Conférence des États parties, à sa quatrième session, envisage de décider qu'il poursuive ses travaux et tienne deux réunions avant la cinquième session de la Conférence;

b) Le Groupe de travail a recommandé qu'à ses sessions futures il continue de se concentrer sur un nombre gérable de questions de fond précises tirées du Chapitre II de la Convention, et rappelé que la disponibilité des compétences voulues sur les questions examinées favoriserait les discussions. Ces questions pourraient être:

- Le renforcement des partenariats public-privé, en particulier dans le contexte de l'article 12 de la Convention;
- Les conflits d'intérêts, les pratiques inacceptables et les déclarations d'avoirs.

c) Le Groupe de travail a recommandé que les réunions futures suivent un plan de travail pluriannuel, afin que l'ensemble des dispositions clefs du Chapitre II soient traitées d'ici à 2015, début du deuxième cycle du Mécanisme d'examen de l'application; avant chaque réunion du Groupe de travail, les États parties devraient être invités à mettre en commun leurs expériences de l'application des dispositions à l'examen, de préférence en recourant à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation, et

* L'original anglais du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



notamment, si possible, leurs succès, les difficultés rencontrées et les enseignements tirés de l'application; avant chaque réunion, le Secrétariat devrait également préparer des documents d'information sur chaque question examinée, sur la base des contributions des États concernant leurs initiatives et leurs bonnes pratiques. Ces documents d'information devraient résumer les différentes approches retenues par les États parties dans leurs différentes situations, en présentant les grandes options et la typologie de l'approche utilisée, et en appelant l'attention sur les problèmes communs ou sur les enseignements tirés par les États parties; des tables rondes devraient être tenues durant les réunions du Groupe de travail, réunissant des experts des pays ayant fourni des réponses écrites sur les thèmes prioritaires en question; si des domaines spécialisés exigent une discussion technique plus approfondie, les États parties pourraient envisager de demander au Secrétariat, sous réserve que des ressources soient disponibles, d'organiser des discussions distinctes de sous-groupes de travail réunissant des experts nationaux des domaines concernés.

d) Le Groupe de travail s'est félicité que plusieurs États parties aient échangé des informations sur leurs initiatives et bonnes pratiques concernant les sujets examinés, notamment

- i) Politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention;
- ii) Le secteur public et la prévention de la corruption: codes de conduite (article 8 de la Convention) et information du public (article 10 de la Convention);

et prié les États parties de continuer de communiquer au Secrétariat des informations actualisées sur ces initiatives et bonnes pratiques;

e) Le Groupe de travail a prié les États parties de continuer également d'informer le Secrétaire général de la désignation d'autorités compétentes pouvant aider d'autres États parties à mettre au point et à appliquer des mesures spécifiques de prévention de la corruption, conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention;

f) Le Groupe de travail a recommandé que le Secrétariat procède, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, à des analyses approfondies des bonnes pratiques signalées par les États membres sur les mesures prises pour répondre à des questions pratiques, par exemple comment signaler les pratiques inacceptables, et recueillir des informations sur les connaissances existantes au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales pertinentes;

g) Le Groupe de travail a pris note avec satisfaction du guide sur le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats élaboré par le Secrétariat, et décidé d'accorder lors d'une session future une attention particulière à la question de l'intégrité de l'appareil judiciaire et des services de poursuite, en vue de promouvoir l'article 11 de la Convention;

h) Le Groupe de travail s'est félicité de la coopération entre le Secrétariat et le DAES en matière de prévention de la corruption dans le secteur public et a recommandé que cette coopération se poursuive, en particulier en ce qui concerne le prix Champion du service public, mais aussi avec d'autres initiatives visant notamment à améliorer la qualité du service public et à prévenir la corruption;

- i) Le Groupe de travail a salué les initiatives prises par le Secrétariat pour promouvoir les partenariats avec le secteur privé, en collaboration étroite avec le bureau du Pacte Mondial et d'autres organisations pertinentes, et recommandé que le Secrétariat continue de promouvoir l'application de la Convention au sein des entreprises;
- j) Le Groupe de travail a réaffirmé que les États parties devraient continuer de renforcer la sensibilisation et l'éducation dans tous les secteurs de la société et qu'une attention particulière devrait être accordée aux apports possibles des femmes et des jeunes à la prévention de la corruption;
- k) Le Groupe de travail a salué l'initiative prise par le Secrétariat d'élaborer des documents généraux sur la lutte contre la corruption à l'intention des universités et demandé à être régulièrement informé des progrès de cette initiative;
- l) Le Groupe de travail a recommandé que le Secrétariat continue de soutenir les efforts que font les États parties pour évaluer les vulnérabilités à la corruption dans les secteurs public et privé et demandé à être informé à une session future des nouvelles mesures prises à cet égard;
- m) Le Groupe de travail a pris note de l'approbation par la CNUDCI de la Loi type révisée sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services et recommandé que le Secrétariat continue de coopérer avec le secrétariat de la CNUDCI, en particulier pour aider les États parties à appliquer le paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention;
- n) Le Groupe de travail a salué les efforts soutenus que le Secrétariat fait pour promouvoir l'intégrité parmi les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination au moyen de l'initiative relative à l'intégrité institutionnelle menée notamment en coopération avec le Bureau de la déontologie de l'ONU, et recommandé que la Conférence des États parties fournisse au Secrétariat des orientations concernant la poursuite de cette initiative;
- o) Le Groupe de travail a recommandé que le Secrétariat, agissant en collaboration étroite avec le PNUD et les autres fournisseurs d'assistance, continue de fournir une assistance aux États parties qui en font la demande en vue de faire progresser l'application du Chapitre II;
- p) Le Groupe de travail a appelé les États parties à mettre à la disposition du Secrétariat et des autres fournisseurs d'assistance suffisamment de ressources financières pour qu'ils puissent répondre efficacement aux besoins d'assistance technique exprimés par les États parties;
- q) Le Groupe de travail a prié le Secrétariat de lui rendre compte, à sa prochaine réunion, des activités entreprises pour donner suite aux présentes recommandations.